Énergie.

La hausse des factures d'énergie s'invite dans la campagne électorale, l'Humanité de mercredi dernier a fort justement rappelé les chiffres de la précarité énergétique en France ;

- 12% des Français ont dépensé plus de 8% de leurs revenus en 2019 pour payer la facture énergétique. (imaginons ce pourcentage aujourd'hui ?).
- 14% des français déclarent avoir souffert du froid durant l'hiver 2019.
- 300 000 ménages ont subi une coupure de gaz ou d' électricité à la suite d'un impayé.
- 4 ménages sur 10 ont un logement mal isolé.
- 76000 ménages ont bénéficié du fonds de solidarité logement pour l'aide au paiement des factures d'énergie en 2018 pour lequel les 43 fournisseurs privés ne versent aucune contribution.

Les prétendues vertus du marché ont abouti à l'explosion du prix du gaz et de l'électricité en 20 ans.
Il ne suffit pas aujourd'hui de se contenter de dire; **malheureusement nous avions raison**, mais bien d'avancer des mesures immédiates pour faire baisser les factures d'énergie en réduisant les taxes actuellement de 34% pour l'électricité, de 27% pour le gaz et de 60% pour le carburant.

C'est ce que nous exigeons ;

- La réduction de la TVA à 5,5%
- L'interdiction des coupures d'électricité et de gaz pour les ménages en précarité énergétique.
- L'augmentation du chèque énergie jusqu'à 700€/an en obligeant toutes les entreprises à le financer.

Aucun bilan n'a été tiré des 20 dernières années de déréglementation du secteur et la prochaine étape prévue par les tenants de la « concurrence libre et non faussée », pourrait conduire en 2023, à la fin des tarifs régulés électricité pour les entreprises et à la fin du tarif régulé Gaz pour les particuliers ce qui débouchera sur une nouvelle envolée des factures entrainant plus de précarité énergétique et des difficultés économiques pour les entreprises consommatrices.

Les députés communistes ont porté une proposition de résolution qui vise à faire reconnaître une « exception énergétique » au sein de l'union européenne pour sortir le secteur de l'énergie du marché. La France appelée à présider l'Union Européenne en janvier prochain aura la possibilité de la faire aboutir, nous aurons une grande bataille à mener.

Baisse des tarifs, indépendance énergétique du pays, maintien d'une importante filière industrielle, relocalisation industrielle et sauvegarde de la planète…passe par la reconstruction d'un grand service public de l'énergie, structurer dans une entreprise intégrée de la production du transport et de la distribution.

Notre parti propose dans le cadre d'une maîtrise publique et démocratique, que le nucléaire et l'hydraulique restent les 2 piliers d'une production d'électricité décarbonée et pilotable, complétée par des EnR.

Nous sommes les seuls à gauche à porter ces propositions, quelque soit le résultat de la présidentielle, je mesure chaque jour dans ce domaine et dans beaucoup d'autres, l'intérêt d'une candidature communiste. Adressons-nous à toutes celles et ceux qui se sont éloignés des urnes et qui auraient intérêt à ce que les propositions communistes obtiennent le meilleur résultat.

Deux mots du pacte électrique breton.

La région a adopté en 2011 un pacte électrique breton visant à sécuriser l'alimentation de son territoire.

Si l'on peut en partager le diagnostic, la fuite en avant vers les productions éoliennes, photovoltaïques ou des méthaniseurs, questionnent …
Ces productions intermittentes ne sont pas pilotables et leur rendement moyen oscille entre 20 et 25%.

Aucune exigence de maîtrise publique n'est avancée dans le document et le service public n'y est jamais évoqué…

Tout cela accompagne des aventures hautement spéculatives.

L'état fin 2018 a garanti pour l'éolien et le solaire photovoltaïque 120 Mds € de contrats (l'équivalent du coût historique de la construction du parc nucléaire français, plus que celui de la construction du réseau ferroviaire…) Les rendements juteux et sans risques sont garantis par l'état, le financement est assuré par les contribuables et les factures de l'usager / client.
Pourquoi produire de l'électricité avec le vent ou le soleil quant 95% de notre électricité est décartonnée quand ces 120 Mds€ pourraient être utilisés au remplacement des 4 millions de chaudières Fuel ou gaz par des pompes à chaleur, ou investis pour l'isolation thermique des bâtiments, cela serait bon pour la planète et les factures des 12 millions de précaires énergétiques.

Le groupe privé Iberdrola a empoché le marché de Saint Brieuc, il vendra son électricité 155€ le Mwh à EDF qui le produit dans ses centrales nucléaires à 46€, ce tarif est garanti pour les 20 ans de durée de la concession. (La différence sera payée par le contribuable et l'usager). Le montant des travaux est estimé à 2,3Mds€, les recettes garanties à 4,7 Mds€, **bénéfice de 2,5 Mds€.** Le raccordement au réseau électrique est offert, à la charge de RTE et au bout de 20 ans le démantèlement sera à la charge de la puissance publique. **Voilà une belle aventure industrielle !!**

Qu'en sera-t-il pour l'éolien offshore près de Groix et de Belle île ?
Nous ne devons pas rester muets sur le sujet. La nature ayant horreur du vide, si les communistes ne s'en mêlent pas les bonimenteurs de LR et du RN occuperont le terrain…

Je crois que nous devrions revisiter le pacte électrique breton, voir ce qui a été fait en 10 ans, les sommes engagées, les retombées en terme d'emploi, d'activité économique, pour être force de proposition sur le sujet.

Sources ; L'Humanité, Médiapart, Marianne, Cgt Fnme.

Par Bernard JASSERAND PCF Quimper
à l'AG des communistes du Finistère. Le 13 novembre 2021.